

Haïti étouffe !

Par Virginie Pochon, le 07 novembre 2022

Deux mois. Cela fait deux mois qu'Haïti est prise en otage par des gangs toujours plus invasifs et un gouvernement *de facto* trop absorbé à accommoder son discours et sa « politique » aux injonctions d'une communauté internationale bien plus « préoccupée » par le maintien d'un (dés)ordre établi que par la défense des principes démocratiques de base ou le bien-être populaire.

Le 11 septembre 2022, le premier ministre *de facto* annonçait « un ajustement des prix des produits pétroliers à la pompe pour s'assurer de leur disponibilité à un coût moins élevé qu'au marché noir »¹. Par ajustement Ariel Henry propose ni plus ni moins d'augmenter de près de 130% le prix de l'essence, et de 90% celui du kérosène et du diesel² dans un contexte national et international sous haute tension économique.

Depuis cette annonce, les manifestations se multiplient. Les axes de circulation sont fréquemment coupés par des barricades et des mobilisations populaires. Les gangs contrôlent le terminal pétrolier et la contrebande de carburants bat son plein. Les activités économiques sont au point mort. Les services publics (écoles, hôpitaux, électricité...) sont tétanisés. Les citoyen-nes sont prostré-es, sous la menace permanente des gangs qui assassinent, qui kidnappent, qui violent, qui volent ; des individus féroces qui sèment la terreur.

Depuis plus d'un an, un bras de fer s'est engagé entre une société civile et des citoyen-nes mobilisé-es pour la défense de la souveraineté nationale garantie par la Constitution et le droit à l'autodétermination d'un côté, et, de l'autre, un gouvernement illégitime qui s'accroche à une immunité conférée par une communauté internationale méprisante.

Les préoccupations et les condamnations³, même les plus profondes et les plus fermes, de l'ONU et de ses partenaires (dont la France et l'Union européenne), pour la situation humanitaire, ne doivent pas masquer une crise bien plus ancrée et systémique dont ils sont, l'ONU et ses partenaires, totalement parties prenantes. En effet, depuis l'arrivée au pouvoir du parti politique PHTK⁴ dans des conditions opaques, la corruption, l'impunité et l'immoralité ont été institutionnalisées de façon répugnante. La complaisance, voire la complicité, de l'ONU et de ses partenaires a permis le pourrissement d'une crise avant tout politique.

Haïti étouffe. Le peuple haïtien suffoque, privé de ses droits constitutionnels les plus fondamentaux, à commencer par le droit à la sécurité qui conditionne la plupart des autres.

En tant que citoyenne française et européenne, j'en appelle au discernement des femmes et des hommes qui ont la responsabilité de prendre des décisions, ici, en Europe, concernant la crise qui frappe Haïti de plein fouet. Je demande un positionnement clair des autorités françaises et européennes pour la démocratie et pour le peuple haïtien.

La démocratie est un bien commun ; elle ne saurait être, en aucun cas, la chasse gardée d'un club privé de pays privilégiés et arrogants.

virginie.pochon@yahoo.com

¹ [Le Nouvelliste | Ariel Henry annonce un ajustement du prix de l'essence](#)

² [Haïti divisée entre le besoin d'une intervention et la peur d'une \(...\) - Centre tricontinental \(cetri.be\)](#)

³ [L'ONU et ses partenaires en Haïti appellent à la création d'un couloir humanitaire | Les Nations Unies en Haïti](#)

⁴ Parti haïtien Tèt Kale